

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

Pour vos Rhumes
vous serez de suite calmés
par l'emploi du
SIROP-BERTON
réservez
aux grandes personnes
La façon: 9 fr. 00
(impôt compris)
Pharm. du Progrès
163, GRANDE-RUE, 163
ROUBAIX

AMEUBLEMENTS
DÉCORATION
MERCIER
179, Rue Nationale
LILLE
LUSTRIERIE
PAPIERS PEINTS

Nord et Limitrophes.....	6 mois, 22.00;	6 mois, 40.00;	1 an, 76.00
autres départements.....	— 23.00;	— 42.00;	— 80.00
Belgique.....	— 23.00;	— 42.00;	— 80.00
Union Postale: Tarif A.....	— 25.00;	— 45.00;	— 85.00
— Tarif B.....	— 26.00;	— 46.00;	— 86.00

ANNONCES.....	ROUBAIX.....	68 à 71, Grande-Rue, Tél. 24, 25, 26, 27, 28 et 46.00.
REDACTION.....	TOURCOING.....	26, rue Carnot, Tél. 31.
	LILLE.....	8, rue Faidherbe, Tél. 57.07.
	PARIS.....	19, boulevard des Italiens, Tél. Louvre 09.49.
	MOUSRON.....	103, rue de la Station, Tél. 5.44.

BILLET PARISIEN

DILEMME TRAGIQUE

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)

PARIS, 5 MAI (MINUIT).

M. Herriot se garde bien de s'expliquer sur les points précis où l'opinion publique voudrait qu'il réponde aux questions que lui a posées le président du Conseil. Toute sa tactique consiste actuellement à rassurer le pays sur les suites parlementaires qu'entraînerait un succès du Cartel électoral. Il a trop de bon sens pour ignorer que le pays n'a pas gardé un bon souvenir des jours troubles de 1924, où la démagogie révolutionnaire risqua de précipiter la France dans l'abîme. Avec des yeux à la fois convaincus et flecteurs que l'expérience de 1924 ne se renouvellera pas et que les désistements du scrutin d'arrondissement ne peuvent nullement être comparés à la formation politique d'il y a 8 ans.

Mais M. Herriot laisse entendre ces choses plutôt qu'il ne les exprime. Car il ne peut pas se déclarer nettement contre toute perspective de gouvernement avec le soutien socialiste M. Léon Blum franchirait les sources et les dédoublements socialistes en faveur des candidats radicaux pour être remis en question. M. Herriot, veut-il donc, solliciter les voix des internationalistes, et d'autre part, proclamer que la collaboration du parti socialiste serait désastreuse pour un Gouvernement ? M. Herriot, préfère laisser dans l'ombre les deux points sur lesquels les éclaircissements eussent été indispensables.

Que les dirigeants de la rue de Valenciennes ou non, le pays reste donc placé en face du dilemme tragique défini hier par M. Tardieu. Ou bien on fera l'union nationale, telle que l'a pratiquée M. Loubet pour le salut du pays, ou bien on restera dans le chaos des expériences démagogiques.

Sans doute, bon nombre de radicaux ne demandent qu'à revenir à la formule d'union, que cette formule prenne ou non la forme de la concentration républicaine. Les radicaux ont des affinités trop évidentes avec les républicains pour ne pas vouloir que la Chambre de 1928, pour qu'on ne les considère pas comme des hommes de bonne volonté, appuie à reprendre tout ou tard, leur place dans un Gouvernement national. Mais les ordres des chefs, et surtout les nécessités de la situation électorale, empêchent ces éléments du parti de suivre leur inclination naturelle. Et, au lieu de grossir les partisans de la paix intérieure — non moins nécessaire à la France que la paix extérieure — les amis de M. Herriot, et M. Herriot lui-même, en sont empressés à soulever pour notre pays des questions terriblement délicates, des questions de la nature de celle qui se pose à la Chambre, mercredi et qu'il attendra le vote du Parlement.

Les conversations qui ont eu lieu entre les différents groupes seront cependant facilitées par le fait que, tant au côté flamand que du côté socialiste, il n'y a au sujet de la question linguistique, une question nationale et non une question ministérielle.

L'opinion publique reste calme ; la question linguistique est perdue pour elle son acuité ; mais, d'instinct, elle est contre la crise et ses fauteurs. La situation financière du pays, liée à la conclusion d'un accord avec l'Allemagne, les menaces allemandes d'autre part, ne permettent pas de donner aux nations voisines le spectacle d'un pays livré à des convulsions intestines, d'autant plus inquiètes que l'on ne voit pas encore quelle combinaison nouvelle réussirait pour sauver M. Renkin.

Le bloc socialiste est seul à profiter réellement des complications actuelles. L'entrée des socialistes au gouvernement étant loquace en cas de rupture de l'alliance catholique-libérale.

UN COMPLICITÉ

contre le Président Zamora

Madrid, 5 mai. — On donne des détails sur un complot découvert par la police contre la personne du président Juan Zamora.

Les conspirateurs auraient eu l'intention d'assassiner le chef d'Etat lors de son séjour à Valence, ainsi que le président du Conseil Azana et plusieurs ministres.

Les conjurés avaient prévu, en cas de réussite de leur projet, la constitution d'un gouvernement formé uniquement de personnalités d'extrême-droite.

De nombreuses arrestations ont été opérées.

Le Comte-Zeppelin

est arrivé à Pernambuco

Pernambouc, 5 mai. — Le Comte Zeppelin est arrivé à Pernambuco, à 2 heures.

LETTRÉ DE BRUXELLES

LA SITUATION MINISTÉRIELLE

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)

BRUXELLES, 5 MAI 1932.

La journée n'aura marqué aucun changement dans la situation. Les conversations ont véritablement été remises ; la fête de l'Ascension a été saisie avec empressement par les partis politiques, comme une journée de trêve permettant le placement des idées et l'apaisement de la nervosité.

On sait que cette nervosité est provoquée par les amendements de M. Petitjean, ministre des Sciences et des Arts, au projet de loi, voté par le Sénat, sur l'emploi des langues, dans l'enseignement primaire et moyen.

L'article 2 de la loi linguistique en matière d'enseignement, dit notamment que les classes communales spéciales existantes seront maintenues aussi longtemps qu'elles réuniront les conditions réglementaires requises pour être subventionnées par l'Etat. M. Petitjean précise qu'il ne s'agit en ceci, ni des classes adoptées, les écoles privées pouvant toujours cesser de fonctionner.

L'article 4 de la commission dispose qu'à partir du deuxième degré primaire les enfants admis dans les classes mixtes sont tenus d'apprendre la langue de la région de manière à pouvoir suivre à l'issue du troisième degré primaire, soit les cours du 4^e degré, soit ceux de l'enseignement technique, soit ceux de l'enseignement moyen.

Le ministre propose de supprimer les mots « soit de l'enseignement technique », parce qu'en vertu du projet même, l'adaptation linguistique s'achève non plus à l'issue du 4^e degré, mais du 3^e degré, et que l'enseignement technique ne commence qu'après le 4^e degré.

Enfin, à l'article 10, le texte de la commission dispose que les classes mixtes fonctionneraient en contravention de la loi, malgré les avertissements écrits de l'inspection, ne peuvent recevoir de subsides.

Le ministre demande la suppression de cet article.

Il est évident que si M. Renkin, o pour des raisons vis-à-vis de la gauche libérale, et les ténors, si la droite flamande et les ministres flamands ne le savent pas, s'en ira et n'acceptera pas de former un nouveau Cabinet. La question sera posée lundi au Conseil des Ministres et si le ministre fait bloc et si le président de la Chambre, mercredi et qu'il attendra le vote du Parlement.

Les conversations qui ont eu lieu entre les différents groupes seront cependant facilitées par le fait que, tant au côté flamand que du côté socialiste, il n'y a au sujet de la question linguistique, une question nationale et non une question ministérielle.

L'opinion publique reste calme ; la question linguistique est perdue pour elle son acuité ; mais, d'instinct, elle est contre la crise et ses fauteurs. La situation financière du pays, liée à la conclusion d'un accord avec l'Allemagne, les menaces allemandes d'autre part, ne permettent pas de donner aux nations voisines le spectacle d'un pays livré à des convulsions intestines, d'autant plus inquiètes que l'on ne voit pas encore quelle combinaison nouvelle réussirait pour sauver M. Renkin.

Le bloc socialiste est seul à profiter réellement des complications actuelles. L'entrée des socialistes au gouvernement étant loquace en cas de rupture de l'alliance catholique-libérale.

Les chèques sans provision

du député socialiste Auguste Reynaud

Toulon, 5 mai. — Le baron Raad, principal actionnaire et président du conseil d'administration du grand casino de Saint-Raphaël, a confirmé sa plainte contre M. Cerutti, ancien directeur du casino, qu'il accuse, on le sait, d'avoir emporté des chèques n° n° provisionnés signés par le député socialiste Auguste Reynaud.

Indiquons que le procureur général d'Aix enquête personnellement à Draguignan sur l'affaire.

La vie sportive dans la région



QUELQUES INSTANTANÉS PRIS AU COURS DES RÉUNIONS SPORTIVES DE JEUDI

En haut : Au VÉLODROME DU CROISÉ; le départ de la course de vitesse. — Dans le médaillon : LAMOUREUX, vainqueur du Championnat du Nord.

En bas : à gauche: Une phase du match O. L. - Excelsior de BASKET-BALL. à droite: Une attaque brusquée au match de Football BRUGES-TOURCOING.

(Lire les comptes rendus en Vie Sportive).

M. POINCARÉ SOULIGNE LA NÉCESSITÉ DE L'UNION ENTRE LES FRANÇAIS

Paris, 5 mai. — Un rédacteur de l'« Intransigeant » a interrogé jeudi M. Poincaré à Strasbourg sur la situation électorale. Voici les réponses de l'ancien président du Conseil :

— Pensez-vous, Monsieur le Président, que la nouvelle législature sera sur le modèle de celle de 1924 ?

— Je ne crois pas, parce que même une majorité d'extrême gauche aurait peur. Elle comprendrait les dangers qu'elle n'aurait pas compris en 1924. D'abord il faut faire une distinction: il y a les radicaux comme M. Herriot et les radicaux comme M. Daladier. Si c'était M. Herriot qui était appelé à prendre le pouvoir je ne vois pas croire qu'il retomberait dans les mêmes erreurs que celles qu'il a commises autrefois.

— Je ne peux pas d'ailleurs oublier qu'en 1926 dans le Cabinet que je présidais il y avait M. Herriot et qu'il y avait aussi M. Marin et qu'ils étaient toujours d'accord. Je n'ai jamais enregistré la moindre division entre eux pendant toute la durée de mon Gouvernement.

— Quant à M. Daladier, déclare M. Poincaré, il n'a pas la même manière que M. Herriot. C'est un cartelliste impénitent.

— Mais quelles seraient vos préférences personnelles.

Je souhaite le maintien du Cabinet actuel au pouvoir. Tardieu et aussi Laval ont fait ce qu'ils ont pu. Il serait sans doute préférable que la France ne changeât pas de majorité.

— D'ailleurs, pour moi, il n'y a jamais eu de certifié plus qu'il n'y a eu de bloc national. Je ne suis pas que cela veut dire. Je suis partisan de l'union aussi large qu'elle est possible, comme je l'ai fait en 1926. C'est ce qu'il faudrait essayer de refaire.

— Mais, Monsieur le Président, ce que vous avez réussi grâce à votre haute autorité et à votre qualité d'ancien président de la République, d'autres pourraient-ils précisément le refaire ?

— Puisque ça a été fait, on devrait le refaire avec d'autres que moi. On trouverait certainement l'homme qu'il faudrait pour cette tâche qui, évidemment, n'est pas facile.

— Et si l'on ne trouvait pas cet homme, Monsieur le Président, accepteriez-vous, le cas échéant, de sortir de votre retraite ?

— Pas encore, mais je ne dis pas que je ne coudame au repos éternel. Cela dépend de ma santé et de mes médecins.

— Puis M. Poincaré reprend le développement de son idée.

— Ce que je voudrais, en un mot, c'est l'union sacrée.

— Quand on est dans ce pays (l'Alsace), dit-il, on se rend compte qu'on a fait beaucoup de travail de l'autre côté du Rhin. C'est pourquoi l'heure n'est pas aux divisions. Il ne faut pas de Chambre d'extrême-gauche, pas plus que je souhaiterais une Chambre d'extrême-droite. Il faut, je le répète, l'union, la grande union de tous. Je suis contre la violence qui est stérile et je suis pour le travail et la collaboration qui nous ont donné les résultats que vous savez.

— Pourquoi, Monsieur le Président, ne le dites-vous pas aux électeurs ?

— Je ne peux pas m'adresser aux électeurs. J'estime que je n'en ai pas le droit. C'est ainsi que même dans la Meuse je n'ai pas cru pouvoir déroger à cette ligne de conduite que je me suis imposée. On m'a demandé de manière pressante de faire un appel au pays. Je m'y suis refusé parce que je pensais que je ne pouvais proposer un programme que maintenant je ne serais pas en mesure d'exécuter; c'est pourquoi je dois donc me taire.

M. Poincaré se lève. Il ajoute une dernière fois :

— L'union est indispensable, la plus large union possible.

La manifestation en l'honneur de M. Thaine, à Tourcoing



LES PERSONNALITÉS SUR LE PERRON DE BELGIE DE VILLE (Photo J. de R.)

Au centre: M. INGHELS, Maire, et M. THAINE, Consul général de Belgique. (Lire le compte rendu page 4).

Quatre bandits attaquent un encaisseur à Lyon

Lyon, 5 mai. — Mercredi vers midi et demi, dans le hall du Crédit Lyonnais, rue de la République, M. Chaze, 5 ans, employé de MM. Dany et Parisse, maraîchers de primeurs, qui a été de bloc national. Je ne suis pas que cela veut dire. Je suis partisan de l'union aussi large qu'elle est possible, comme je l'ai fait en 1926. C'est ce qu'il faudrait essayer de refaire.

— Mais, Monsieur le Président, ce que vous avez réussi grâce à votre haute autorité et à votre qualité d'ancien président de la République, d'autres pourraient-ils précisément le refaire ?

— Puisque ça a été fait, on devrait le refaire avec d'autres que moi. On trouverait certainement l'homme qu'il faudrait pour cette tâche qui, évidemment, n'est pas facile.

— Et si l'on ne trouvait pas cet homme, Monsieur le Président, accepteriez-vous, le cas échéant, de sortir de votre retraite ?

— Pas encore, mais je ne dis pas que je ne coudame au repos éternel. Cela dépend de ma santé et de mes médecins.

— Puis M. Poincaré reprend le développement de son idée.

— Ce que je voudrais, en un mot, c'est l'union sacrée.

— Quand on est dans ce pays (l'Alsace), dit-il, on se rend compte qu'on a fait beaucoup de travail de l'autre côté du Rhin. C'est pourquoi l'heure n'est pas aux divisions. Il ne faut pas de Chambre d'extrême-gauche, pas plus que je souhaiterais une Chambre d'extrême-droite. Il faut, je le répète, l'union, la grande union de tous. Je suis contre la violence qui est stérile et je suis pour le travail et la collaboration qui nous ont donné les résultats que vous savez.

— Pourquoi, Monsieur le Président, ne le dites-vous pas aux électeurs ?

— Je ne peux pas m'adresser aux électeurs. J'estime que je n'en ai pas le droit. C'est ainsi que même dans la Meuse je n'ai pas cru pouvoir déroger à cette ligne de conduite que je me suis imposée. On m'a demandé de manière pressante de faire un appel au pays. Je m'y suis refusé parce que je pensais que je ne pouvais proposer un programme que maintenant je ne serais pas en mesure d'exécuter; c'est pourquoi je dois donc me taire.

M. Poincaré se lève. Il ajoute une dernière fois :

— L'union est indispensable, la plus large union possible.

Un Conseil des Ministres a lieu aujourd'hui

Paris, 5 mai. — Les ministres se réuniront en Conseil demain vendredi 6 mai, à 10 h. du matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Paul Doumer.

Malgré l'effort qu'il a fourni hier en prononçant son discours, M. Tardieu a passé une bonne nuit. L'amélioration de son état de santé, que l'on constate désormais chaque jour, n'a pas été compromise.

Le président du Conseil s'est reposé aujourd'hui.

Il se rendra lundi matin à l'Élysée pour prendre part au Conseil des ministres. Ce sera sa première sortie, il devra d'ailleurs rentrer chez lui immédiatement après, car il doit se ménager.

C'est ainsi que M. André Tardieu ne pourra pas assister au déjeuner qui précède le Conseil, sera offert à l'Élysée, en l'honneur de Léon Fayçal.

Vers une nouvelle guerre civile en Chine entre Nankin et Canton

Changhai, 5 mai. — On mande de Canton, que le général Chen Kaifeng, a pris le contrôle de la marine, de l'armée et des forces aériennes et en a donné le commandement à ses hommes de confiance. L'amiral Chen Chak est parti la semaine dernière pour Hong Kong.

Des croiseurs partis pour une destination inconnue ont refusé de se soumettre aux ordres émanant du Conseil révolutionnaire.

Du Sud-Ouest : Un incendie s'est déclaré à l'académie militaire Yintong, détruisant une grosse quantité d'explosifs. Cet incendie est attribué aux soldats partisans de la marine et des forces aériennes, fidèles au gouvernement.

La loi martiale a été proclamée.

Des rumeurs annoncent l'imminence d'une nouvelle guerre avec Nankin. Les forces de Kouank-Si se joindraient à celles de Nankin pour attaquer Canton.

L'influence de Sun-Foo, semble éliminée, le parti de Huanhmin, contrôle la situation à Nankin.

Un pêcheur australien s'opère à l'aide d'un couteau de poche

Sydney, 5 mai. — On apprend qu'un pêcheur qui vient d'arriver à Sydney s'est opéré lui-même à l'aide d'un couteau de poche, alors qu'il se trouvait seul par la tempête dans les fles Scutari, il y a quelques semaines.

Il se trouvait, en effet, malade et, seul dans une hutte, lorsqu'il se rendit compte que seule une intervention chirurgicale à l'abdomen pouvait le sauver de la mort.

Il effectuait lui-même à l'aide des accessoires rudimentaires dont il disposait, son couteau, une aiguille à tricoter et un morceau de fil de fer. Les médecins de Sydney ont déclaré que cette opération n'aurait pas été mieux faite dans un hôpital.

Cinquante villages roumains sont inondés

Bucarest, 5 mai. — Par suite de la crue du Danube et de ses affluents, les régions du Delta et de la Bessarabie du Sud sont submergées. Plus de 50 villages sont inondés. Les digues se sont effondrées près de Valcov.

UNE MESSE A LA BASILIQUE DE MONTMARTRE POUR LA CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS

Paris, 5 mai. — Ce matin, a été célébrée à la basilique du Sacré-Coeur, l'intention de la confédération des travailleurs chrétiens.

M. Mer Dutoit, évêque d'Arras, a prononcé une allocution. Il a rappelé les principes de l'encyclique « Rerum novarum » qui est un témoignage de l'intérêt que l'Église ne cesse de porter au monde du travail, toutefois, ce n'est pas seulement les conditions matérielles mais aussi les conditions morales des travailleurs qu'elle veut améliorer.

L'heure est à l'entente

déclare M. Doumergue

Paris, 5 mai. — Un reporter de « Paris-Soir » est allé interviewer à Tournefeuille M. Gaston Doumergue, au sujet des élections législatives. L'ancien Président de la République a déclaré :

« N'avez-vous pas été frappé par le calme et la dignité dans lesquels s'est déroulée la période électorale ? Peu d'insultes, des raisonnements, des faits. Cela prouve que le pays estime que ses représentants doivent se mettre à la besogne sans perdre leur temps. Il veut une majorité de gens calmes et sérieux, parce qu'il a conscience que l'heure est grave.

— Plus grave qu'en 1926 ? demande le journaliste.

— C'est autre chose, répond M. Doumergue. En 1926, notre devise nationale était menacée; le franc baissait. Aujourd'hui, le danger est plutôt à l'extérieur. C'est la raison pour laquelle je souhaite un gouvernement solide et décidé. C'est tout ce que je puis vous dire.

— Et pensez-vous que le parti radical ?

— Chut. Ne prononçons pas, voulez-vous, le nom d'un parti quel qu'il soit. L'heure n'est plus aux disputes, mais à l'entente.

L'armistice sino-japonais a été signé jeudi

Changhai, 5 mai. — L'accord d'armistice sino-japonais a été signé ce matin. Les hostilités, qui avaient commencé à la fin de janvier, se trouvent donc ainsi officiellement terminées.

La cérémonie a été extrêmement simple, le texte du traité ayant dû être porté tour à tour dans les concessions internationale française et en territoire chinois. Le document a été signé en premier lieu, au Consulat britannique, par sir Miles Lampson, puis par les représentants des autres puissances dans les différents consulats où les négociations furent poursuivies. Toutefois, M. Widen étant souffrant, c'est à son domicile personnel que le ministre de France a signé le document. Il est également à son domicile que M. Guo Tai Chi a apposé sa signature sur le traité qui a été finalement porté à M. Shigemitsu, à l'Hôtel municipal où le ministre japonais fait signer les signatures qu'il a reçues au cours de l'attente de Hong Kion.

L'horrible crime d'un vampire en Espagne

Madrid, 5 mai. — Les époux Martínez, habitant Tarrasa (Catalogne), qui taient, hier matin, leur demeure ; le mari, pour se rendre à son travail ; la femme, pour aller faire ses provisions. Ils laissaient dans son berceau, leur fils Thomas, un bébé de trois mois. Une heure après, lorsque la mère rentra, elle constata avec stupeur que le berceau était vide.

Les voisins, alertés, entreprirent aussitôt des recherches, qui permirent de retrouver, dans une maison isolée, à un kilomètre de la maison des époux Martínez, caché dans une cour derrière un tas de pierres, le cadavre de l'enfant. Il portait au cou une plaie béante, mais pas une goutte de sang ne restait dans le petit corps.

L'auteur de cet horrible forfait est un habitant de la localité, Salvador Garcia, âgé de vingt-quatre ans, lequel avait récemment déclaré :

« Le malheur de ma vie ne disparaîtrait pas si je n'avais bu du sang humain. »

Garcia, ayant vu la jeune femme crier sa douleur après son mari, avait pénétré dans la chambre où reposait l'enfant, l'avait emporté dans la maison isolée où, après l'avoir égorgé, il avait bu tout son sang.

Le vampire est en fuite ; la population de Tarrasa et des localités voisines se livre à une battue générale pour le découvrir.